

Création de l'établissement public du musée Picasso

Sarkozy presse, le ministère de la culture s'incline...

Seuls les représentants du personnel restent debout. Ce jeudi 3 juin 2010 était convoquée la première séance du nouveau comité technique paritaire (CTP) de la Direction générale des Patrimoines, mis en place en application de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Pour le ministère de la culture, le point principal était de faire passer en toute hâte le projet de décret transformant le musée Picasso en établissement public. Cette précipitation consternante s'explique par la pression exercée par l'Élysée sur ce dossier, ce qu'a reconnu implicitement Philippe Belaval, directeur général des Patrimoines et président du CTP.

Les représentants du personnel se sont en outre indignés que, sur un point d'une telle importance, les deux principaux interlocuteurs sur cette question étaient absents : Madame Labourdette, ex-directrice de l'ex-direction des musées de France, et Madame Baldassari, directrice actuelle du musée Picasso. Ces deux absences étaient d'autant plus graves et inexcusables que les organisations syndicales devaient interroger les autorités ministérielles sur des points cruciaux :

- calendrier et conditions de réouverture (le musée Picasso est actuellement clos pour des travaux qui n'ont d'ailleurs toujours pas commencé...)
- transfert au privé d'une grande partie des missions actuellement exercées par des agents du service public,
- moyens humains et financiers de l'établissement dans un contexte de réduction drastique des budgets,
- projet culturel et scientifique de l'établissement,
- politique tarifaire à l'avenir .

Pour obtenir des réponses à ces questions précises et légitimes, les représentants du personnel ont exigé que la directrice du musée soit présente.

A l'issue d'une heure d'interruption de séance, Monsieur Belaval et le cabinet du ministre ont fait la démonstration de leur incapacité de faire venir à la table du CTP une simple directrice d'un musée fermé.

Les hauts responsables du ministère ont finalement choisi de ne pas exercer leur autorité, et de monter d'un cran dans le mépris affiché envers les personnels et leurs représentants et ce, dès la première séance du nouveau comité technique paritaire. Frédéric Mitterrand, champion auto-proclamé du dialogue social est disqualifié par les faits et la réalité.

Nos organisations syndicales ont claqué la porte.

Paris, le 3 juin 2010, 19h00